

Depuis le début du confinement, le comité de mobilisation national des Facs et Labos en Lutte a opté pour une publication quotidienne, [Confinée libérée\[1\]](#). Une des premières contributions de ce nouveau « journal » en ligne, dont le nom a été volontairement féminisé, revient sur [l'aggravation des inégalités de genre](#) durant le confinement pour les étudiant·es et travailleur·ses de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR)[2].

Si ces questions ont pu être soulevées et relayées si rapidement, c'est qu'elles font écho aux analyses et aux revendications féministes qui ont été centrales durant les mois de lutte qui ont précédé la décision du confinement. Depuis décembre dernier, les étudiant·es et travailleur·ses de l'ESR sont en effet engagé·es dans un mouvement d'une ampleur inédite depuis une dizaine d'années. À la lutte commune avec les salarié·es des autres secteurs contre la réforme des retraites, s'ajoute pour les universités et les laboratoires de recherche un combat plus spécifique, contre le projet de Loi de Programmation pluriannuelle de la Recherche (LPPR) qui accentuera encore la précarité des statuts et orchestrera une compétition délétère entre les établissements publics. Or, et c'est un trait marquant de ce mouvement, les revendications féministes ont été à la pointe de ces luttes, les femmes dénonçant combien ces contre-réformes allaient encore aggraver les inégalités de genre sur leurs lieux d'étude ou de travail.

De fait, durant cette mobilisation, dans les facs et dans les labos comme ailleurs, les femmes ont été particulièrement actives, et ce dans des rôles pas toujours conformes aux stéréotypes de genre : dans les assemblées générales et les coordinations nationales, elles intervenaient voire introduisaient les discussions, elles n'hésitaient pas à apparaître dans les médias, occupaient l'espace de la parole en réunion, etc. Les premières initiatives pour l'emploi scientifique et contre la LPPR ont d'ailleurs été portées avant tout par des femmes, qui ont assumé un rôle d'organisatrices syndicales et politiques.

Cette contribution collective propose donc un retour sur cette lutte, en analysant nos pratiques afin de saisir comment cette dynamique féministe a pu émerger et être perpétuée au sein du mouvement. L'enjeu est moins de livrer une analyse réflexive approfondie de cette séquence militante – qui se poursuit toujours, bien que sous d'autres formes, du fait du confinement – ce qui nécessiterait une plus grande prise de recul, que de consigner nos expériences d'organisation et de mobilisation, afin d'en laisser une trace qui pourrait être utile aux luttes à venir.

Rédigé par des militantes féministes du comob – comité de mobilisation – national réélu et élargi à chaque AG de coordination puis au cours de deux coordinations nationales des facs et des labos en lutte depuis décembre 2019, ce texte est situé et ne prétend pas rendre compte de la manière dont la mobilisation a été vécue par toutes.

Par exemple, au sein de cette structure militante qui a évolué tout au long des mois de mobilisation, nous avons rarement eu l'impression que les hommes prenaient trop de place ou se montraient hostiles aux prises de parole féminines, alors que ce problème s'est posé ailleurs, notamment dans les AG locales. Toutefois, dans le comob comme ailleurs dans l'ESR, les inégalités de statut – étudiant·es ; précaires ; enseignant·es chercheurs·ses ; chercheurs·ses ; BIATSS ; etc. – pèsent sur la mobilisation et recourent parfois les inégalités de genre.

Présence et visibilité des femmes dans la mobilisation : quelques hypothèses explicatives

L'implication marquée des femmes dans la mobilisation est tout d'abord à mettre en relation avec les inégalités en termes de carrières entre les femmes et les hommes au sein de l'ESR. Bien que notre profession ait connu une féminisation très nette ces dernières décennies, toutes les formes de précarité pèsent davantage sur les femmes, alors que la majorité des positions de pouvoir reste largement occupée par des hommes, dissymétrie dénoncée par exemple dans la tribune signée par 440 collègues historiennes ou celle rédigée par les philosophEs en 2018[3].

Plus généralement et au-delà des femmes, les rapports de domination sont particulièrement prégnants au sein de l'ESR, comme le montrait un numéro de *Genre, Sexualité & Société*, [publié au tout début du mouvement social](#)[4]. Au « sommet » de la hiérarchie universitaire, il y a majoritairement des hommes cis blancs, alors qu'une femme ou une personne trans* a moins de chances d'avoir un poste pérenne, et *a fortiori* un poste de pouvoir. Les hommes sont plus attentifs à leur avancement que les femmes : ils passent davantage leur HDR, sont bien plus promus directeurs de recherche ou professeurs, etc. Ainsi, dans un contexte où les femmes ont moins de perspectives comme horizon, elles acceptent davantage de se « mettre en danger » en occupant une place visible de « contestataire » risquant de mettre à mal leurs relations de travail avec leurs supérieurs ou de futurs membres de conseils scientifiques.

De plus, les fonctions occupées par les femmes dans l'ESR sont les plus attaquées par les transformations néo-libérales des services publics[5] et rendues difficiles par les manques de financement. Nous sommes souvent assignées aux « petites » tâches administratives (gestion des licences, des étudiant·es, des stages, etc.), et non pas aux tâches valorisées de direction (d'UFR, d'université, de laboratoires, etc.). La socialisation féminine nous a appris à nous soucier des autres et du collectif avant nous-mêmes – un aspect important du travail du « care ».

Pour toutes ces raisons, le manque de recrutement pèse sur nos épaules. Nous nous retrouvons seules à gérer des tâches qui réclameraient deux ou trois collègues, ce qui nous place régulièrement dans des situations d'épuisement professionnel et met nos recherches entre parenthèses pendant de longues années. Ainsi, le projet de LPPR qui annonce encore moins de recrutements pour venir nous soulager lorsque nous sommes titulaires, ou nous titulariser lorsque nous sommes précaires, et moins de financements pour nos recherches si nous ne sommes pas « compétitif-ves » touche plus directement les femmes de l'ESR.

Nous ressentons davantage l'impossibilité de tirer notre épingle individualiste du jeu de cette grande guerre du tou·tes contre tou·tes que nous impose le ministère. Notre secteur rejoint en cela la plupart des secteurs mobilisés contre la réforme des retraites ou l'an passé, le mouvement des Gilets jaunes : la précarité est partout largement féminisée, ce qui éclaire l'implication massive des femmes dans ces luttes. Toutefois, cette explication, qui établit un lien mécanique entre premières concernées et premières mobilisées, n'est pas suffisante.



Ce qui caractérise le mouvement des Facs et des Labos en Lutte, c'est une surreprésentation des militantes de moins de 45 ans, formées pour un certain nombre d'entre elles dans les mouvements sociaux des années 2000. Au sein de ces derniers, les questions liées au genre, aux violences sexistes et sexuelles, à la co-construction des formes de dominations, à l'intersectionnalité occupent une place importante et ont engagé la construction d'une conscience collective visant à instaurer une attention continue et constante afin d'empêcher les hommes de prendre trop de place et de nous reléguer dans des rôles militants subalternes.

Par exemple, les collectifs de précaires sont très féminisés un peu partout – en Île-de-France, à Marseille, à Nantes, etc. – et dans ces cadres, beaucoup de militantes se sont formées au sein de mouvements féministes tels que CLASCHES. D'autres militantes appartiennent à cette [nouvelle génération de chercheuses sur le genre](#) qui continue de croître depuis une dizaine d'années[6]. À plus court terme, il faut peut-être aussi prendre en compte la plus grande visibilité des discriminations et des violences infligées aux femmes avec l'émergence de mouvements comme celui de la grève féministe du 8 mars ou encore de #metoo.

Enfin, l'institutionnalisation des politiques d'égalité peut aussi aider à comprendre le caractère féminisé et féministe de notre lutte. Même si ces politiques relèvent souvent d'un effet d'affichage, les hommes peuvent moins se permettre de s'opposer à un certain nombre de pratiques institutionnalisées, et ce d'autant moins après le phénomène #Metoo : certaines choses deviennent indicibles ou moins facilement dicibles, nous y reviendrons.

En dépit toutefois de cette féminisation à tous les niveaux, le partage des tâches militantes continue à être genré. Une grande part du travail d'organisation collective, coûteuse en énergie, sans apporter beaucoup de reconnaissance militante, que l'on peut qualifier de « travail de fourmi », est assumée par des femmes et il est nécessaire de mettre sur pied de façon volontariste des pratiques pour entraver la reproduction de ces inégalités.

Corriger les inégalités dans la mobilisation

La première coordination nationale des Facs et Labos en Lutte, organisée les 1^{er} et 2 février 2020, a été l'occasion d'une prise de conscience : il nous fallait veiller à ne pas reproduire au sein de nos luttes les dominations préexistantes et par conséquent à les rendre plus inclusives.



Nous y avons tenu un atelier portant sur la reproduction des dominations sexistes, racistes, validistes[7] et classistes au sein de nos combats. Cet atelier a permis d'entendre de nombreux témoignages de perpétuation de situations d'oppression au sein des différents cadres militants, mais aussi de [formuler des propositions concrètes pour enrayer les oppressions\[8\]](#). En conséquence, nous avons décidé de mettre en place des règles plus systématiques pour la deuxième coordination nationale qui s'est tenue les 6 et 7 mars 2020.

Tout d'abord, une première AG en mixité choisie regroupant une soixantaine de militant·es a été organisée le 7 mars. Réunissant des étudiantes, des précaires et des titulaires – en minorité –, elle a été l'occasion de discuter des questions de harcèlement et d'agressions sexistes et sexuels ainsi que de partager des expériences diverses sur nos modes de mobilisation pour les éradiquer. Nous étions censées faire un retour sur les bonnes pratiques, ce que la suite des événements – le confinement et la fermeture des facs décidés moins d'une semaine plus tard – a interrompu brutalement. Au sein de cette AG, nous avons observé un effet générationnel intéressant : la très grande majorité des participantes avait moins de 30 ans, alors que seules deux femmes avaient plus de 40 ans. L'une d'entre elles a d'ailleurs été agréablement surprise de l'initiative, nous confiant que durant sa vie professionnelle elle ne s'était jamais sentie légitime à initier une démarche en mixité choisie.

Ensuite, nous avons « noté des inégalités dans la prise de parole, que ce soit entre hommes et femmes, titulaires et non-titulaires, membres d'établissements franciliens et membres d'établissements non franciliens, et d'une façon plus générale, la reproduction de formes de domination et de discrimination (hétérosexisme, racisme, classisme, validisme) qui contraignent la prise de parole de certain·es »[9]. Des règles de prise de parole visant à éviter l'hégémonie des hommes, des titulaires, des personnes blanches, etc., avaient été mises en place dans les assemblées de précaires, sans qu'elles ne suscitent de débat.

Au sein de la coordination nationale, nous avons donc veillé à ce que la parole alterne entre les hommes et les femmes et donné la priorité aux interventions de précaires et d'étudiantes. Cela a été rendu possible par une double liste d'inscrit·es pour les discussions : l'une concernait les hommes cis titulaires et l'autre les femmes, les précaires et les étudiant·es et il s'agissait de veiller autant que possible, à l'alternance. Le principe a été expliqué en plénière à plusieurs reprises à l'aide d'un texte humoristique qui soulignait que les dominants pouvaient survivre au fait de ne pas prendre la parole en AG.

De façon plus générale, ce mouvement a permis de discuter de problématiques largement ignorées dans l'ESR, qu'il s'agisse du handicap ou de la maladie, quelquefois en relation avec des enjeux de genre. Au sein d'un atelier, des camarades ont ainsi évoqué leurs difficultés à gérer leur endométriose, et à quel point cela pouvait freiner leur carrière et leur capacité à s'engager politiquement. En revanche, si on saisit bien les dynamiques d'exclusion et de marginalisation tant des personnes non-blanches que des problématiques liées au racisme, nous n'avons pas encore réussi à nous emparer collectivement du problème de façon satisfaisante, et ce, bien que deux groupes de travail très efficaces et engagés se soient chargés d'envisager la division internationale du travail universitaire et la place des étudiant·es étrangers[10] d'un côté, et les discriminations de genre, de race et de classe de l'autre.

Contre les violences sexistes et sexuelles

Il nous a également semblé essentiel d'intégrer à cette lutte un combat que nous menons à l'université comme ailleurs avec l'appui d'associations telles que CLASCHES, à savoir le combat contre les violences sexistes et sexuelles[11]. Les dispositifs institutionnels de signalement, d'accompagnement et de jugement de telles violences sont récents au sein de l'ESR et dans bien des cas déficients, puisque dépourvus de moyens et de personnels formé·es. Des affaires récentes, relayées par des enquêtes de presse, ont révélé de graves dysfonctionnements.

Pour ces raisons, la coordination nationale des Facs et Labos en Lutte des 6 et 7 mars avait acté une journée nationale de mobilisation contre les violences sexuelles et sexistes dans l'ESR le 19 mars, date à laquelle le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) devait de nouveau statuer sur l'appel d'un enseignant suspendu de ses fonctions pour un an avec privation totale de traitement par son université pour des faits de harcèlement sexuel[12]. Cette journée de mobilisation n'a malheureusement pas pu avoir lieu en raison du confinement et du report de l'audience.

Nous avons aussi cherché à lutter contre ces violences au sein même de nos cadres militants. Lors de la seconde coordination nationale de mars 2020, nous avons mis sur pied une cellule anti-harcèlement et un numéro de téléphone dédié, ainsi que des règles, présentées ci-dessous, afin que les comportements oppressifs qui s'y dérouleraient puissent nous être signalés. Ce sont en fait essentiellement des comportements qui s'étaient produits antérieurement dans des cadres militants autres que la coordination qui nous ont été rapportés et auxquels nous avons apporté une attention particulière afin que l'espace de la coordination puisse rester un espace sûr pour tou·tes.

Le moment festif, organisé le soir du premier jour, pouvait laisser craindre une multiplication des comportements oppressifs. Nous avons donc édicté des règles, dont le respect était assuré par une « vigie féministe » présente tout au long de la soirée. Deux personnes - à l'exclusion d'hommes cis - étaient attentives à ce qui se passait, s'assurant que personne n'était victime de harcèlement, d'agression ou de comportement oppressif. Il ne s'agissait bien sûr pas d'assumer un rôle de chaperonne, mais de refuser qu'au nom de la « fête », certaines personnes soient agressées d'une façon ou d'une autre.

Règles pour une soirée festive et militante sans comportement oppressif »

1. « Ce temps festif est un espace « safe » : veille à inclure avec bienveillance des personnes que tu connais peu ou pas dans les conversations ; sache que toutes insultes ou agressions à caractère sexiste, raciste, classiste, lesbophobe, homophobe, transphobe, validiste seront sanctionnées.
2. Si une personne refuse le verre que tu lui offres, n'insiste pas, iel n'en veut pas. Saouler une personne n'est pas une technique de drague, c'est une technique de viol.
3. Si une personne te signifie qu'iel ne veut pas danser avec toi, n'insiste pas et prend tes distances, iel ne veut pas.
4. Si tu as envie d'embrasser/d'avoir une relation sexuelle avec une personne, pose la question. Si iel ne veut pas, n'insiste pas et prends tes distances, iel ne veut pas.
5. Si une personne est très alcoolisée, demande-lui s'iel se sent bien et s'iel a besoin d'aide. Ne profite pas de la situation pour passer outre son consentement.
6. Si une personne est inconsciente ou endormie, iel ne désire pas être embrassé.e ou avoir une relation sexuelle. Par contre, assure-toi qu'iel est en sécurité. »

Des résistances marginales

La mise en place de ces règles et des espaces en non-mixité choisie participe de la construction d'un rapport de force, que nous jugeons nécessaire à la prise de conscience des modes de domination, en vue leur éradication. Elle a donc pu susciter des réactions négatives, bien que marginales. Quelques hommes ont ainsi quitté la coordination après que les règles concernant la prise de parole aient été présentées à la tribune (la version sexiste du « on se lève et on se casse »). Au sein des ateliers cela a pu se traduire par des demandes répétées auprès des camarades chargé·es de la liste des inscrit·es : (homme) « tu ne m'as pas oublié, hein ? J'ai demandé la parole il y a un moment ».

Certains militants ont reproché au comob des Facs et des Labos en Lutte de monter les participant·es les un·es contre les autres. À la fin de la coordination, alors que les camarades de la tribune tentaient de tenir l'ordre du jour pour que nous puissions rejoindre à temps la marche féministe de nuit du 7 mars et qu'une camarade demandait aux femmes l'autorisation de dépasser d'un quart d'heure afin de finir les débats, un homme s'est levé et a imposé sa parole en disant « qu'il parlait sans genre (sic) et qu'une coordination d'ampleur nationale était plus importante qu'une marche féministe », prenant ainsi la liberté de hiérarchiser à notre place nos luttes.

Ces propos tendent toutefois à devenir indicibles dans le contexte actuel : la grande majorité des participant·es aux différentes coordinations a une conscience réelle des dominations et de la manière dont elles se répercutent dans nos luttes, considérant qu'il ne s'agit pas de problèmes « accessoires » apolitiques, comme cela pouvait être pensé et dit il y a encore quelques années. Ainsi, certains comités de mobilisation locaux ont dû faire face

à des affaires de viols. Lorsque les collectifs militants ont été mis au courant, les femmes très investies au sein de ceux-ci ont immédiatement demandé l'exclusion des hommes accusés. La position centrale de ces femmes dans la mobilisation combinée à la dénonciation publique de la culture du viol dans les milieux de gauche depuis une dizaine d'années a permis que ces décisions soient adoptées sans que personne ne les contredise.

Sororité et manifestations féministes

Assez rapidement dans la mobilisation et à différents niveaux, des groupes informels de femmes se sont organisés et ont joué un rôle important dans la place que nous avons prise collectivement et dans les propositions concrètes qui ont émergé. Ces groupes ont également été des soupapes, des ressources, pour se donner confiance et construire le rapport de force au sein de nos cadres militants. Pour celles qui ont déjà vécu des mouvements sociaux importants tels que ceux de 2003 ou encore contre le Contrat Premier Embauche (CPE) en 2006, il nous a semblé que, de façon plus générale, les relations entre femmes ont changé. Il y a une vigilance et une attention permanente des unes aux autres, alors même que nous ne nous connaissons pas ou peu, pour la plupart d'entre nous. En janvier, nous sommes d'ailleurs plusieurs à avoir reçu et renvoyé ce message révélateur de ces nouvelles solidarités que nous forgeons :

« Chères amies,

Cette semaine a été riche, nous avons incroyablement avancé en quelques jours, et la semaine qui arrive sera sans doute intense. J'espère que vous avez pu prendre le repos indispensable à notre lutte.

Une fois n'est pas coutume, la mobilisation ici s'appuie largement sur des femmes, que ce soit dans la logistique (comme d'habitude) mais aussi dans les prises de paroles, les dynamiques, et cela donne un ton général qui est à saluer. Moins de temps perdu pour les egos, moins d'agressivité dans les débats, plus d'attention aux uns et aux autres.

Notre implication a un coût. Nous commençons à recevoir beaucoup de mails, beaucoup d'information à traiter et transmettre, beaucoup d'actions à mener. Pour beaucoup d'entre nous, nous avons des charges de famille, des jeunes ou futurs enfants, et janvier étant ce qu'il est, nous ne sommes pas à l'abri des coups de froid, des rhumes, etc.

Or, il nous faudra tenir dans la durée, y compris après le mouvement. Rappelons-nous que nous ne sommes pas indispensables à tout moment et comptons les unes sur les autres pour nous remplacer, pour assurer une réunion, un mail etc. Permettons-nous les unes aux autres de se mettre en retrait quelque temps. Surtout, veillons les unes sur les autres. Restons attentives aux signes de fatigue, de surcharge, et faisons corps.

Transférons chacune ce mail à deux autres sur qui nous pouvons compter. Tenons-bon, faisons lien, faisons société... jusqu'à la victoire ! »

Par ailleurs, les femmes de la coordination nationale des Facs et Labos en Lutte ont été nombreuses à participer à la marche féministe du 7 mars à la fois extrêmement enthousiasmante et violente, du fait de la répression par les forces de l'ordre sur la place de la République à la fin de la manifestation. Nous nous sommes organisées rapidement, notamment face à la répression policière : notre capacité à nous mouvoir et à nous écouter paraissait spontanée. Toute camarade qui se faisait frapper recevait du soutien et de l'attention. Ce fut la mise en pratique d'une réactivité et d'une organisation qui ne nécessite pas d'être verbalisée, grâce à notre socialisation au *care* qui augmente notre puissance d'agir.

Nous l'avons également observé, le 28 février, lors du rassemblement contre les violences sexistes et sexuelles devant la Salle Pleyel, à l'occasion de la cérémonie des Césars : le caractère offensif de ces mobilisations est frappant. Il y a un saut dans la prise de conscience du rôle joué par la police – particulièrement sexiste à ces occasions – et la justice dans l'oppression systémique que nous subissons. Des femmes très différentes n'ont plus peur d'aller au contact avec les forces de l'ordre. Une énergie et une colère très forte se dégagent lors de ces manifestations.



Conclusion : le confinement ou l'accentuation de la division sexuée du travail militant ?

Le confinement a créé un nouveau contexte, dans lequel les femmes se sont retrouvées en première ligne. La division sexuée du travail militant tend désormais à se réinstaller, voire à se renforcer. Il a déjà été montré que, durant le confinement, les chercheuses, souvent occupées par ailleurs au travail de *care* familial, déposent nettement moins d'articles que [les chercheurs qui ont amélioré leur productivité\[13\]](#): Cette logique se retrouve dans la mobilisation.

La situation est complexe : alors que quelques jours avant l'annonce de la fermeture des facs nous étions plus de 500 délégué-es en coordination nationale, nous nous sommes retrouvées à devoir chercher un moyen de faire exister notre lutte sans pouvoir nous réunir et mobiliser sur nos universités et nos laboratoires. Pour beaucoup, la crise sanitaire a été source de sidération et de paralysie, pour d'autres, elle a fait émerger d'autres urgences politiques comme la solidarité envers les plus précaires dans nos quartiers et dans les lieux d'enfermement. Certain.es ont pu aussi juger que, du fait de l'arrêt brutal et

imposé de la mobilisation, il était devenu difficile de trouver un sens à leur implication au sein de comités qui émanaient de la lutte en cours. Il ne s'agit pas de juger les départs, mais seulement ici de les constater.

Or, force est de constater que dans ce contexte difficile pour tou·tes, les comités de mobilisation qui continuent de fonctionner semblent l'être sous l'impulsion de femmes et le comité de mobilisation national, qui réunit 70 personnes élues, a largement diminué, voyant disparaître une grande partie des hommes impliqués précédemment.

Nombreux sont les hommes qui écrivent des textes et des tribunes, tandis que les femmes continuent à prendre en charge l'organisation du travail collectif, tâche qui devient plus lourde du fait de la mise en retrait de nombreux·ses militants, l'absence de réunions physiques, les rythmes décalés des un·es et des autres... D'ailleurs, la campagne à laquelle nous avons participé au début de la période de confinement pour le report des délais de candidatures aux postes de Maîtres·ses de conférences a principalement été portée par des femmes, car certaines d'entre elles, avec enfants, expliquaient qu'elles ne pourraient pas y arriver tandis que certains hommes nous ont expliqué que, confiné·es, nous n'avions rien d'autre à faire que de constituer nos dossiers.

Les femmes sont également plus nombreuses à assurer le travail de *care*, dans l'environnement familial et au travail, mais aussi dans les collectifs militants et solidaires, de l'ESR et d'ailleurs. Elles sont davantage investies, notamment, dans les nombreuses initiatives de solidarité qui ont vu le jour pour apporter un soutien psychologique, logistique, financier, alimentaire ou sanitaire aux personnes les plus en difficulté suite à la crise sanitaire et au confinement.

Concernant les initiatives propres à l'ESR, par exemple, l'équipe s'occupant de la [caisse de solidarité des Facs et Labos en Lutte\[14\]](#), lancée conjointement par le comité de mobilisation des facs et labos et des collectifs de précaires et d'étudiant·es [réunis en assemblée générale le 27 mars\[15\]](#), est composée de six personnes dont cinq femmes (et cinq précaires, par ailleurs). Cela semble également être le cas dans les initiatives hors ESR qui se sont créées pour organiser la solidarité sur une base territoriale (ville, quartier ou arrondissement), telles que les [Brigades de Solidarité populaire\[16\]](#) ou le réseau [#COVID-ENTRAIDE FRANCE\[17\]](#).

D'autre part, bien que des réunions aient continué à se tenir à distance, ce type de rencontres a souffert de la situation confinement. En conséquence, beaucoup de décisions cruciales, concernant par exemple la continuité pédagogique ou les validations, ont eu pour principal cadre de discussion des instances routinières de prise de décision, telles que les conseils d'université, de laboratoire ou de départements, au sein desquelles les femmes restent mal représentées et dans lesquelles les règles que nous avons instaurées pour lutter contre les dominations de genre ne sont pas rigueur.

Pour conclure, si les formes d'organisation collective qui ont été mises en place durant cette mobilisation ont permis aux femmes de prendre leur place dans la prise de parole et dans la prise de décision, il faut donc veiller à maintenir cet acquis dans le contexte particulier que nous vivons, mais aussi, à long terme, dans le fonctionnement « normal » de l'université et de la recherche.

L'ambition de ce texte était de conserver des traces et rendre visible un aspect de la mobilisation pas toujours évoqué. Il participe à un contexte plus large, cette lame de fond féministe que nous connaissons actuellement et qui ne saurait s'arrêter.

Illustration : photo de Gilles Martinet.

Notes

[1] <https://universiteouverte.org/category/confinee-liberee/>

[2] <https://universiteouverte.org/2020/03/28/quand-le-confinement-accroît-les-inegalites-de-gendre/>

[3] https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/10/03/l-appel-de-440-historiennes-francaises-met-tons-fin-a-la-domination-masculine-en-histoire_5364200_3232.html et https://www.liberation.fr/debats/2018/10/16/combien-de-philosophes_1685772

[4] <https://journals.openedition.org/gss/5684>

[5] A propos de la division sexuée du travail dans l'ESR et les effets probables de la LPPR, voir https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/10/loi-de-programmation-pluriannuelle-de-la-recherche-une-reforme-neoliberale-contre-la-science-et-les-femmes_6029018_3232.html

[6] <https://www.contretemps.eu/une-nouvelle-generation-de-chercheuses-sur-le-genre-reflexions-a-partir-dune-experience-situee/>

[7] Une discrimination, un préjugé ou le traitement défavorable d'une personne en situation de handicap.

[8] <https://www.contretemps.eu/une-nouvelle-generation-de-chercheuses-sur-le-genre-reflexions-a-partir-dune-experience-situee/>

[9] Règles pour la prise de parole, coordination des 6 et 7 mars.

[10] <https://universiteouverte.org/2020/03/30/confinee-es-et-exilee-es-linquietude-des-etudiant-es-etranger-es-face-au-covid-19/>

[11] <http://clasches.fr>

[12] <https://academia.hypotheses.org/category/pratiques-de-lemploi-en-shs/harcelement>

[13] https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/05/04/confinement-l-inegale-repartition-des-taches-domestiques-nuit-au-travail-des-chercheuses_6038625_1650684.html

[14] <https://www.helloasso.com/associations/fofia/formulaires/1>

[15]

<https://precairesdelesr.wordpress.com/2020/03/30/communique-de-lassemblee-generale-nationale-des-precaires-de-lesr-du-27-03-2020/>

[16] <https://www.brigades.info/>

[17] <https://covidentraide.gogocarto.fr/annuaire#/carte/@5.79,-24.08,3z?cat=all>